

PUTSCH A L'ECOLE NATIONALE DE DROIT ET PROCEDURE (ENADEP)

Lors du Conseil d'Administration de l'ENADEP, des administrateurs dont une partie ne pouvait plus l'être, ont décidé de renverser le président actuel élu démocratiquement. Pour ce faire, ces utilisateurs n'ont pas hésité à forcer l'entrée pour tenir une réunion dans la plus pure illégalité. Ils ont donc malgré la présence d'un vigile et la venue de la police, élu un soi-disant nouveau président.

Nous condamnons énergiquement cette action et les administrateurs qui ont participé à cette voie de fait. La CGT ne reconnaît pas ce président et va engager toutes les actions possibles afin que ces copains-coquins reviennent à la raison.

Cette crise que connaît l'ENADEP aujourd'hui est liée à des comportements plus que répréhensibles de certains administrateurs, parfois les mêmes qu'à Kérialis. Cette crise procède de la conjugaison de plusieurs éléments :

- La remise en question du GIE avec Kérialis,
- La volonté de conserver les indemnités aux membres du bureau (150 000 euros en 2019), ainsi que les montants élevés de restauration et d'hôtellerie,
- Celle de contrôler tout simplement l'école pour en faire un outil au service d'intérêt particulier.

La CGT ne laissera pas faire... qu'on se le dise.

Montreuil, le 2 mars 2020